

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

28 juin 2013

---

**INTERDICTION DU CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE  
MANDAT DE DÉPUTÉ OU DE SÉNATEUR - (N° 1173)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 162

présenté par

M. Fasquelle, M. Quentin, Mme Louwagie, M. Goujon, M. Morel-A-L'Huissier, M. Apparü,  
M. Gandolfi-Scheit, Mme Besse, M. Reynès, M. Dassault, M. Villain, M. Tuaiva, M. Audibert  
Troin, M. Moreau, M. de Rocca Serra, M. Philippe, M. Lurton, M. Delatte, M. Gérard, M. Gibbes,  
M. Foulon et M. Cinieri

-----

**ARTICLE 2**

À la première phrase de l'alinéa 9, substituer aux mots :

« au plus tard le trentième jour »

les mots :

« dans un délai de deux mois ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'objectif est d'aligner le délai d'option du député sur le délai dont il dispose pour déposer auprès de la Commission pour la transparence financière de la vie politique une déclaration certifiée sur l'honneur exacte et sincère de sa situation patrimoniale (article LO. 135-1 du code électoral).